

France Nature Environnement boycottera le « Varenne de l'eau »

© 28/05/2021 |  Terre-net Média

France Nature Environnement (FNE), qui représente près de 6 000 associations, a annoncé jeudi qu'elle n'assistera pas au « Varenne de l'eau » du gouvernement, y voyant une volonté de déposséder le ministère de la transition écologique de sa compétence sur les questions liées à l'eau.

La fédération dit, dans un communiqué, avoir été invitée « à la dernière minute » pour ce « **Varenne agricole de l'eau et du changement climatique** » qui se tiendra vendredi après-midi en présence du ministre de l'Agriculture **Julien Denormandie** et la secrétaire d'État chargée de la Biodiversité Bérangère Abba.

Sur le sujet > [Changement climatique et agriculture - Un « Varenne de l'eau » lancé vendredi](#)

Pour FNE, la réunion prévue vendredi « dépossède le Ministère de la transition écologique de sa pleine compétence de pilotage pour ces enjeux transversaux » liés à l'eau. « Une compétence propre du ministère de l'Ecologie n'a pas à être traitée en plein cœur du ministère de l'agriculture », insiste la fédération.

Ce « Varenne de l'eau » vise notamment à faciliter le captage et l'utilisation des eaux de pluie par les agriculteurs afin de faire face aux épisodes de **sécheresse** qui affectent leurs cultures, une solution jugée à court terme par des associations et des scientifiques face au changement climatique.

« Nous sommes interdépendants, particulièrement sur le sujet de la préservation et du partage de la ressource en eau, qui est le bien commun par excellence. Cette question a déjà été arbitrée » dans une concertation nationale multi-acteurs des Assises de l'Eau« qui se sont tenues en 2018-2019, rappelle Florence Denier-Pasquier, vice-présidente de FNE, citée dans le communiqué.

FNE met en garde contre la tentation de « résoudre les problèmes des sécheresses par l'irrigation intensive et la création de nouvelles retenues », des « propositions techniques simplistes, bien que séduisantes à première vue, (qui) ne font qu'accentuer le manque d'eau année après année, et renforçant l'insécurité collective » .

Elle appelle aussi à faire de la nouvelle Politique agricole commune (Pac), actuellement en négociations à Bruxelles, « l'instrument principal de l'adaptation au changement climatique de tous les agriculteurs ».